La Turquie en quête d'un nouveau positionnement au Moyen-Orient

Jean Marcou

Dans Politique étrangère 2016/2 Été , pages 63 à 73
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365674997
DOI 10.3917/pe.162.0063
Date de mise en ligne : 06/06/2016

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-2-page-63?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

La Turquie en quête d'un nouveau positionnement au Moyen-Orient

Par **Jean Marcou**

Jean Marcou est professeur à Sciences Po Grenoble, chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul (IFEA).

Avant les révoltes arabes de 2011, la Turquie apparaissait comme une puissance régionale ambitieuse, accumulant les succès diplomatiques. La déstabilisation du Moyen-Orient a remis en cause cette dynamique positive. Le positionnement d'Ankara dans le conflit syrien est loin d'être clair. Ses ambiguïtés à l'égard des djihadistes ont suscité méfiance et tensions. Les relations d'Ankara avec Moscou, Téhéran et Le Caire sont au plus bas, tandis qu'un rapprochement avec Riyad est amorcé.

politique étrangère

À l'aube des printemps arabes, la diplomatie turque semblait s'être installée durablement sur un nuage, volant de succès économiques en succès politiques, étonnant par ses nouvelles initiatives, voire ses audaces. Cette politique étrangère active, nantie d'une marge de manœuvre assumée à l'égard de ses dogmes fondateurs – qui l'incitaient à ne considérer qu'avec prudence son environnement immédiat – conférait à la Turquie un statut envié de puissance régionale ambitieuse, déjà partie à la conquête de nouvelles aires d'influence sur d'autres continents (Afrique, Amérique latine, Extrême-Orient...) Les transformations politiques et stratégiques provoquées par les printemps arabes ont ébranlé cette marche ascendante. Le pays, qui avait construit sa réussite sur sa bonne insertion dans son voisinage et sur la maîtrise des aléas d'une géographie complexe, se retrouve aujourd'hui confronté à un environnement qu'il ne parvient plus à séduire, et qui lui est souvent à nouveau hostile.

Pour comprendre comment la Turquie a pu en arriver là, au Moyen-Orient en particulier, il faut revenir sur les résultats inégaux de son activisme diplomatique en Irak et en Syrie, avant d'examiner les conséquences de cet insuccès sur son positionnement régional, notamment la transformation de ses relations avec les principaux acteurs de la zone, et la nature ambiguë de son retour vers ses alliés occidentaux.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Des problèmes avec « nos voisins irakiens et syriens »

De par sa frontière commune avec les États irakien et syrien, la Turquie aurait, de toute façon, été affectée par les crises qui ont anéanti ces États. Mais du fait des liens forts noués avec ces derniers à l'époque de « la politique du zéro problème avec nos voisins »[1], elle s'est retrouvée directement impliquée dans les conflits qui les ont par la suite mis à terre. La crise syrienne a éreinté la philosophie un peu candide du bon voisinage : le spectaculaire rapprochement turco-syrien (en particulier pendant la période 2008-2011) avait le mieux représenté la nouvelle donne diplomatique et le changement d'approche régionale que la Turquie entendait faire prévaloir. Avant les printemps arabes, moment culminant de cette posture, Recep Tayyip Erdogan et Ahmet Davutoglu envisageaient de créer une zone de libre-échange allant de la Syrie au Maroc. Et, au moment même où la candidature turque à l'UE commençait à s'enliser, le premier aurait même annoncé avec un brin d'ironie que, l'espace Schengen lui étant décidément refusé par Bruxelles, il allait créer un espace « Samgen »[2] aux portes de l'Europe. C'était l'époque où l'on voyait plus généralement la Turquie s'éloigner de l'axe occidental structurant jusque là sa politique étrangère, pour privilégier sa relation avec son environnement régional, voire carrément se tourner vers l'est (l'Eurasie ou le Moyen-Orient)[3].

Lorsque « l'ami » Bachar Al-Assad s'est retrouvé confronté, comme les leaders des autres régimes autoritaires arabes, à un « printemps syrien », la Turquie a été sommée de prendre parti. Elle a tenté d'abord de soutenir son récent allié, ou tout au moins a essayé de le convaincre d'engager une transition politique pour éteindre la rébellion. Cette tentative s'étant révélée vaine, elle a rallié le parti adverse, en pariant sur la chute inéluctable du régime baasiste. Dès lors, elle n'a cessé d'être le jouet de cette crise aiguë qui l'aurait probablement moins tourmentée, si elle était restée plus fidèle aux principes d'engagement régional limité de la doxa diplomatique kémaliste, moins audacieuse certes, mais combien plus réaliste.

Ainsi, lorsque le soulèvement syrien s'est enfoncé dans la guerre civile, la Turquie a dû substituer à une relation de voisinage extrêmement favorable avec le régime syrien, un rapport incertain et complexe avec les multiples acteurs d'un redoutable conflit. Il est intéressant de noter d'ailleurs qu'au

1. Politique théorisée et développée par A. Davutoglu, consistant à ouvrir la Turquie à son voisinage qu'elle considérait antérieurement avec méfiance. Cette politique a trouvé son plein épanouissement entre 2007 et 2011, particulièrement après l'accession de son promoteur au ministère des Affaires étrangères en 2009.
2. Il s'agit d'un jeu de mot, Damas se disant « Sam » en turc (comme d'ailleurs en arabe).
3. Sur ce débat cf. M. Akgun, « Turkey: What Axis Shift? », *Le Monde diplomatique*, juillet 2010, disponible sur : <http://mondediplo.com> ; S. Ozeren, « Axis and Turkey, What Should Change? », USAK, 17 juin 2010, disponible sur : <www.usak.org.tr>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

début de l'année 2016, la plupart de ces acteurs (Armée syrienne loyaliste, Armée syrienne libre, Front Al-Nosra, État islamique, Kurdes du PYD) sont présents le long de la frontière syro-turque. Au cours des années précédentes, il est vrai que la Turquie avait pu faire l'expérience d'un délitement politique comparable dans l'Irak divisé voisin, y jouant notamment, après les élections législatives de 2010, un rôle assez réussi de médiateur entre les principales factions, pour parvenir à la constitution d'un gouvernement après huit mois de tractations[4]. L'année suivante pourtant, ses relations avec le gouvernement fédéral de Bagdad se sont détériorées rapidement, Ankara ayant apporté son soutien au vice-président sunnite Tareq Al-Hachemi lorsqu'il a été mis hors-la-loi par le gouvernement chiite de Nouri Al-Maliki. En Irak néanmoins, dès 2007, la Turquie avait pris la décision de nouer une alliance forte avec un partenaire frontalier influent : le gouvernement régional kurde de Massoud Barzani. Cette décision lui a permis non seulement de sécuriser sa frontière, mais également d'avoir une stratégie plus cohérente vis-à-vis de ce pays, en dépit d'une relation dès lors nécessairement orageuse avec le gouvernement fédéral de Bagdad.

En Syrie en revanche, la politique turque a souffert de ses contradictions et de ses incertitudes initiales. Loin de clarifier la situation, le lâchage du régime baasiste au profit d'une opposition syrienne divisée et imprévisible a réservé à Ankara une série de mauvaises surprises. En premier lieu, pendant l'été 2012, l'évacuation des zones kurdes par les troupes de Bachar Al-Assad a révélé à Ankara un nouvel acteur majeur de la crise, le PYD[5], formation kurde rebelle sœur du PKK. En second lieu, les rebelles syriens sont peu à peu apparus sous un jour inquiétant. Loin d'être l'opposition musulmane « modérée » espérée, ils se sont plus souvent avérés être des organisations djihadistes. Dès lors, toute la stratégie turque a été de conforter le choix initial de son hostilité au régime de Damas, et de contenir la montée en puissance des Kurdes dans le conflit.

Le cauchemar syrien de la Turquie

Cette stratégie n'a guère été payante[6]. Elle a d'abord probablement accru les flux migratoires[7]. La Turquie, qui avait déjà largement ouvert ses frontières[8],

4. Sur cette médiation régionale de la Turquie, cf. le discours prononcé, par le président Abdullah Gül, lors de la 65e Session de l'Assemblée générale des Nations unies, le 23 septembre 2010, intitulé « Turkey Contributes to Peace, Security and Welfare in the International Community », publié par *Today's Zaman*, 24 septembre 2010.
5. *Partiya Yekitiya Demokrat*, Parti d'union démocratique.
6. Cf. J. Marcou, « La Turquie face au cauchemar syrien », *in* F. Burgat et B. Paoli, *Pas de printemps pour la Syrie*, Paris, La Découverte, 2013.
7. Au début de l'année 2016, le nombre de réfugiés syriens était estimé à plus de 2,5 millions. Selon le Conseil turc des statistiques (TUIK), cet afflux migratoire permettrait à la Turquie d'avoir une population de plus de 80 millions d'habitants.
8. Par une politique systématique de suppression des visas.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

s'est résolument posée d'emblée en refuge de tous les adversaires de Bachar Al-Assad. La stratégie turque a ensuite été infirmée par l'évolution du rapport de force sur le terrain, le régime baasiste parvenant non seulement à éviter sa chute, mais encore à redresser la tête au point de sécuriser son contrôle des zones les plus urbaines et les plus développées du pays. Ankara n'a pu encore empêcher la poussée des Kurdes qui sont parvenus à constituer un Kurdistan syrien quasi-indépendant (le *Rojava*), dont la continuité d'Afrine à Qamichli n'est plus interrompue que par un territoire fragile resté sous le contrôle des rebelles syriens et de Daech. Située sur la rive occidentale de l'Euphrate, cette zone sensible est devenue l'un des enjeux de la crise syrienne pour ses différents acteurs, mais aussi pour Ankara, qui en a fait pour les Kurdes syriens[9], « la ligne rouge » à ne pas franchir.

Ce positionnement antikurde a détérioré l'image de la Turquie sur le plan régional, notamment pendant le siège de Kobanê à l'automne 2014, et plus généralement en mettant en exergue une tolérance suspecte – voire peut-être une aide plus directe – d'Ankara à l'égard des organisations djihadistes[10]. Donnant l'impression d'avoir des intérêts communs avec ces dernières, Ankara a gagné la réputation peu enviable d'être devenue leur complice, tandis que les Kurdes, seuls à les combattre sur le terrain, en retiraient de fait un immense prestige et une reconnaissance de la communauté internationale. Dans la crise syrienne, en outre, la Turquie n'a pas trouvé de véritable allié, car ses relations avec cette mouvance, et en particulier avec l'État islamique, se sont vite avérées difficiles, avant de devenir conflictuelles. Cette situation complexe est apparue, dès juin 2014, lors la prise de Mossoul par Daech, qui a pris en otage les diplomates du consulat général de Turquie, puis en février 2015 lors de l'épisode de la tombe de Süleyman Shah, enclave territoriale en Syrie que l'armée turque a dû évacuer car elle était menacée par les djihadistes[11]. À cette occasion, une possible convergence turco-kurde était même apparue, le PYD ayant affirmé avoir sécurisé la pénétration militaire turque en Syrie. Toutefois, cette version des faits a été démentie avec force par le gouvernement turc[12], qui a refusé de nouer avec les Kurdes syriens, la relation de confiance qu'il avait pu établir avec les Kurdes irakiens[13].

La Turquie n'a pas trouvé d'allié en Syrie

9. En février 2016, le PYD s'étant emparé d'une position du Front Al-Nosra dans le couloir d'Azaz, l'armée turque a riposté en frappant les Kurdes syriens par des bombardements d'artillerie. Cf. « Turkey Shells YPG Targets in Northern Syria in Retaliation », *Hürriyet Daily News*, 13 février 2016.
10. Sur ce sujet cf : S. Idiz, « Is Turkey Arming Radical Groups in Syria? », *Al-Monitor*, 26 mai 2015.
11. Sur cet épisode, cf. M. Gurcan, « Turkish Army Enter Syria to Evacuate Tomb », *Al-Monitor*, 22 février 2015.
12. L'incident a provoqué une polémique au parlement turc entre les députés de l'AKP et ceux du HDP, et surtout, dans son discours pour relancer le processus de paix, le 21 mars 2015, Abdullah Ocalan y a fait allusion pour signifier la possibilité d'une convergence turco-kurde.
13. Pendant l'été 2013, le leader du PYD, Saleh Muslim, a effectué sans résultat plusieurs visites officieuses en Turquie, rapportées par la presse turque.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Le résultat de ces évolutions contradictoires est l'avènement en Turquie d'une sorte de rapport schizophrène au djihadisme syro-irakien. Pressée par ses alliés, Ankara a consenti, à partir de l'été 2015, à mener quelques frappes aériennes contre l'État islamique. Dangereusement atteinte par des attentats à répétition[14], elle a lancé des opérations de police d'envergure sur son territoire, pour y démanteler les cellules que l'État islamique y avait établi au cours d'années de tolérance. On peut cependant se demander si le gouvernement turc ne redoute pas la situation qui pourrait résulter de l'effondrement du califat autoproclamé, car la position des Kurdes en serait renforcée. Alors que la Turquie est devenue plus active dans la coalition anti-Daech, et qu'elle connaît des accrochages transfrontaliers fréquents avec l'organisation djihadiste[15], force est de constater que la schizophrénie précédemment observée perdure, Ankara persistant à refuser toute action concertée sur le terrain avec le PYD.

Le retour à un climat conflictuel avec les voisins russe et iranien

Au-delà de la complexité de ces relations directes de voisinage, la crise syrienne a généré une dégradation des liens de la Turquie avec les autres puissances régionales. L'ampleur des intérêts économiques et énergétiques partagés par la Russie et la Turquie n'ont pas empêché une crise politique aiguë de survenir entre les deux voisins. Le positionnement antagonique des deux puissances en Syrie n'a cessé de se confirmer, avant d'être envenimé par la crise ukrainienne, qui a vu la Turquie apporter son soutien aux Tatares de Crimée après l'annexion russe de la péninsule.

En septembre 2015, l'intervention de l'aviation russe dans le conflit syrien a transformé la rivalité existante en confrontation ouverte, la Turquie ayant abattu en novembre 2015 un *SU-24* russe qui avait violé son espace aérien[16]. Cet incident grave a rapidement détruit beaucoup des acquis de la coopération que les deux pays avaient patiemment mis sur pied ces deux dernières décennies, provoquant plusieurs incidents diplomatiques, et notamment une confrontation directe entre Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine. Il est aussi venu rappeler la fragilité intrinsèque des relations politiques russo-turques[17] déjà perceptible à l'époque de leur idylle. Par exemple, la Russie avait fait preuve d'un enthousiasme

14. En particulier : attentats de Suruc le 20 juillet 2015 (33 morts), de la gare d'Ankara le 10 octobre (102 morts), de Sultanhamet à Istanbul le 12 janvier 2016 (12 morts), d'Ankara les 17 février (38 morts) et 13 mars 2016 (37 morts), d'Istanbul le 19 mars 2016 (5 morts).
15. « Turkish Military Shells ISIL After Projectiles Hit Southeastern Province », *Hürriyet Daily News*, 7 avril 2016.
16. Cf. à cet égard, S. Idiz, « Will Turkey Risk a Military Confrontation with Russia? », *Al-Monitor*, 2 février 2015.
17. Cf. sur ce sujet : J. Marcou, « La Russie et son incontournable voisin russe », *Diplomatie* n° 79, mars-avril 2016, p. 56-59.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

mesuré en 2009, lors des tentatives de rapprochement turco-arménien[18] et, en 2014, quand Ankara cherchait à entrer dans l'organisation économique de Shanghai[19]. La réactivation (passagère ?) du conflit du Haut-Karabakh, au printemps 2016, montre aussi que la rivalité russo-turque peut potentiellement affecter des aires géographiques voisines[20].

La crise syrienne a également éloigné Ankara et Téhéran, après le spectaculaire rapprochement qui, en mai 2010, avait vu les diplomaties émergentes turque et brésilienne proposer une alternative aux sanctions américaines dans la crise nucléaire iranienne. Comme avec la Russie, on peut se demander si cette nouvelle dégradation ne vient pas rappeler la faiblesse naturelle des relations turco-iraniennes, qui s'était d'ailleurs manifestée avant même la crise syrienne, lorsque l'acceptation du bouclier antimissile américain par la Turquie[21] avait provoqué l'ire de Téhéran. Il reste qu'à la différence de l'antagonisme russo-turc, nourri par plus d'une dizaine de guerres qui ont accéléré l'agonie de l'Empire ottoman, la rivalité turco-iranienne est atténuée par les siècles de paix froide qui ont suivi le traité de Qasr e-Chirin en 1639[22]. La crise syrienne a ainsi encore montré que l'héritage historique de cette rivalité acceptée, et la culture de la négociation qu'il a générée, permettaient, le moment venu, de contenir les risques de confrontation, accrus au contraire dans le cas russe par un passé nourri par le souvenir douloureux de la question d'Orient et des tensions de la guerre froide[23].

Décomposition et recomposition des relations turco-arabes

La crise syrienne, et plus généralement le positionnement de la Turquie dans les printemps arabes, a aussi contribué à une évolution des rapports d'Ankara avec la plupart des capitales arabes. Perçu avec sympathie dans le monde arabe avant les révolutions de 2011, notamment parce qu'il apparaissait comme un modèle de réussite économique et politique, le gouvernement de l'AKP a commencé à devenir suspect dès lors qu'il a apporté un soutien quasi-systématique à des régimes postrévolutionnaires dominés par les Frères musulmans (Égypte, Tunisie, Libye, Maroc...),

18. Parce qu'il aurait probablement affecté le positionnement russe aux côtés de l'Arménie dans le Caucase du Sud.
19. Parce que la Turquie y a été perçue par la Russie et nombre de ses membres comme un pays par trop lié aux Occidentaux.
20. « Russia, not Turkey, Taking Sides in Nagorno-Karabakh Conflict, Says Erdogan », *Hürriyet Daily News*, 6 avril 2016.
21. Lors du sommet de l'OTAN à Lisbonne, en novembre 2010.
22. Sur la question, cf. J. Marcou, « Iran-Turquie : ni amis, ni ennemis », *Questions internationales*, n° 77, janvier 2016.
23. Sur cette façon de gérer les antagonismes par le dialogue, cf. « Turkey, Iran Should Develop Common Perspectives to End Conflict, PM Says in Tehran », *Hürriyet Daily News*, 5 mars 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

avant de susciter une hostilité plus franche lorsqu'il a réprimé sans ménagement le mouvement de Gezi.

La rupture survenue avec l'Égypte en 2013 illustre la brutalité et la rapidité de ce retournement. Alors qu'en septembre 2011 l'Égypte de Tahrir avait reçu Recep Tayyip Erdogan en héros au Caire, et l'avait même convié à s'exprimer devant la Ligue arabe, deux ans plus tard celle d'Abdel Fattah Al-Sissi, excédée par les diatribes turques à son égard, n'a pas hésité à expulser l'ambassadeur de Turquie. Il faut dire que le leader turc a fortement instrumentalisé son réquisitoire contre les manifestations préalables au coup d'État en Égypte, pour légitimer, par une comparaison hasardeuse, sa dénonciation du mouvement de Gezi[24]. Là encore, la nouvelle brouille turco-égyptienne est finalement venue confirmer l'inconstance de la relation qui est celle de ces deux portes stratégiques du Proche-Orient. Sans remonter à cet égard à l'épopée de Mehmet Ali, il suffit de rappeler que, depuis les débuts de l'histoire républicaine égyptienne, c'est la troisième fois que Le Caire procède à l'expulsion d'un ambassadeur de Turquie.

Comme on pouvait s'y attendre, cette brouille turco-égyptienne s'est accompagnée d'une réaction en chaîne dans le monde arabe, dans un contexte où la Turquie commençait déjà à y perdre de son prestige. Au printemps 2013, avant même la chute de Mohamed Morsi, le roi Abdallah II de Jordanie s'était fait remarquer en versant des larmes ostensibles au mausolée d'Atatürk lors d'une visite officielle à Ankara, et en tenant par la suite des propos critiques sur l'expérience de l'AKP, à l'occasion d'une interview donnée à une revue américaine[25]. Au début de l'année 2015, la Turquie a été mise à l'index et exclue des appels d'offres pour les grands projets par le gouvernement libyen (pro-égyptien) d'Abdallah Al-Thani. Et quelques mois plus tard, un cargo turc a même essuyé une attaque aérienne au large de Tobrouk[26]. En avril 2015 par ailleurs, peu après l'attentat du Bardo, la Tunisie a accusé la Turquie de favoriser sur son territoire le passage des djihadistes allant combattre en Syrie, ce qui a provoqué un incident diplomatique entre les deux pays.

La réaction en chaîne de la brouille turco-égyptienne

En dépit de l'animosité que lui a attirée son soutien à la galaxie des mouvements proches des Frères musulmans, la Turquie a pourtant

24. Cf. M. Akyol, « How Morsi Matters in Turkish Politics », *Al-Monitor*, 17 mai 2015.
25. Cf. J. Goldberg, « The Modern King in Arab Spring », *The Atlantic*, avril 2013.
26. Cf. F. Tastekin, « Libyan Air Force Attacks Turkish Ship », *Al-Monitor*, 12 mai 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

préservé et même amélioré son positionnement dans le Golfe. Sa relation privilégiée avec le Qatar (autre promoteur des Frères dans la région), où d'ailleurs elle doit prochainement installer une base militaire[27], ne l'a pas empêchée d'opérer un rapprochement spectaculaire avec l'Arabie Saoudite. Il faut dire qu'en expulsant les Frères musulmans qui s'étaient réfugiés sur son territoire après le renversement de Mohamed Morsi, les Qataris, principaux alliés des Turcs dans le Golfe, avaient préalablement fait amende honorable auprès du royaume saoudien. Au début de l'année 2015, Recep Tayyip Erdogan a interrompu une tournée africaine pour assister aux obsèques du roi Abdallah, et a décrété un deuil national qui a surpris. En avril 2015, le président turc a apporté son soutien à Riyad, lors du déclenchement de son intervention « Tempête décisive » au Yémen, en adressant parallèlement une mise en garde appuyée à l'Iran. Cette solidarité turque avec la coalition sunnite à l'œuvre au Yémen, et les offres de services qui l'ont accompagnée, sont d'autant plus à souligner qu'elles ont été mal accueillies par certains pays arabes engagés dans les opérations militaires. L'Égypte a ainsi dénoncé l'initiative de la Turquie comme une ingérence dans les affaires de la péninsule Arabique, tout aussi dangereuse que celle de l'Iran[28] ! Par la suite, on observe que, lors de la tragique bousculade du pèlerinage de La Mecque de septembre 2015, Recep Tayyip Erdogan n'a pas hésité à prendre la défense des autorités saoudiennes, et qu'au début de l'année 2016 il a refusé de commenter l'exécution du dissident chiite Nirm Baqr Al-Nirm, estimant qu'il s'agissait « d'une affaire intérieure » du royaume. Guidé par des intérêts économiques non négligeables, ce rapprochement avec l'Arabie Saoudite est politiquement d'autant plus significatif qu'il semble aussi fortement souhaité par Riyad[29]. Certes, les dirigeants de l'AKP entretiennent avec le royaume saoudien une relation importante et de longue date[30], mais la politique débridée du « zéro problème », l'inconfort d'Ankara à l'égard de l'écrasement du soulèvement bahreïni, et le soutien turc trop appuyé à l'égard de Mohamed Morsi, avaient contribué à éloigner quelque peu les deux pays. Désormais, ces derniers, à l'issue de leurs déboires syriens et dans le contexte d'une montée en force de l'Iran, semblent enclins à nouer des rapports beaucoup plus constants.

27. « Qatar : une base militaire turque en cours de construction et achevée dans deux ans », *L'Express*, 30 mars 2016.
28. « Egypt Condemns Arab League Chief's Remarks », *Hürriyet Daily News*, 1er avril 2015.
29. I. Al-Hatlani, « Saudi Arabya Turns to Turkey », *Al-Monitor*, 11 février 2016.
30. On se souvient qu'A. Gül a commencé sa carrière professionnelle, dans les années 1980, à la Banque islamique de développement de Djeddah, et qu'en janvier 2010, le royaume saoudien avait décerné le Prix du roi Fayçal à R. T. Erdogan « pour ses succès politiques et ses qualités de *leadership* dans le monde musulman ».

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Un retour ambigu vers les Occidentaux

La nouvelle convergence turco-saoudienne observée depuis 2015 confirme plus généralement un retour de la diplomatie turque vers ses fondamentaux, et notamment vers son alliance structurante avec les Occidentaux. Cette tendance était observable dès 2013[31]. Pour autant, le phénomène n'est pas simple. Inquiète de la tournure prise par les développements frontaliers de la crise syrienne, la Turquie a régulièrement demandé, et obtenu, le soutien de l'OTAN. Elle a, en particulier, bénéficié de l'installation de rampes de missiles *Patriot*[32]. Mais elle a été déçue par le refus américain d'intervenir en Syrie, même lorsqu'en automne 2013, le régime de Damas a franchi la « ligne rouge » que constituait l'usage d'armes chimiques pour Washington. Depuis le début de la crise, pour faire face à l'afflux des réfugiés sur son territoire, Ankara réclame aussi la création d'une zone tampon, qui a également toujours été refusée par les États-Unis, soucieux de ne pas prendre le risque d'être impliqués dans le conflit syrien à leur corps défendant.

Dès lors, Recep Tayyip Erdogan n'a cessé de reprocher aux Occidentaux et au système international (qui ferait en l'occurrence la preuve de son caractère obsolète) de lui laisser porter seul le fardeau d'une guerre interminable. À cette amertume initiale se sont ajoutées, par la suite, des différences d'appréciation non négligeables, entre Ankara et Washington sur la crise syrienne elle-même. L'hostilité déclarée de la Turquie à l'égard des Kurdes du PYD, et sa mansuétude corrélative vis-à-vis de Daech ont bien sûr gêné la stratégie américaine en Syrie. Le gouvernement turc n'a rallié que tardivement la coalition internationale rassemblée par Washington contre l'organisation djihadiste, et n'a autorisé que conditionnellement, dans ce cadre, l'usage de sa base aérienne d'Incirlik. Ankara a, en outre, violemment critiqué l'appui militaire des États-Unis au PYD, estimant qu'il pouvait bénéficier au PKK, eu égard aux liens existant entre les deux organisations. La polémique turco-américaine sur la nature « terroriste » ou non du PYD – Washington ayant parlé à la fin de l'année 2015 de l'organisation kurde syrienne comme d'un *reliable partner* – est très révélatrice des désaccords importants qui demeurent entre les deux pays et qui pourraient gêner le règlement de la crise syrienne[33].

L'amertume d'Ankara à l'égard des Occidentaux

31. J. Marcou, « Turkey's Foreign Policy: Shifting Back to the West After a Drift to the East », *Turkey's Policy Brief Series*, n° 8, mars 2013, p. 1-9.
32. Qui ont toutefois été en partie démantelées pendant l'été 2015.
33. Lors de sa rencontre avec B. Obama, en marge du sommet sur la sécurité nucléaire d'avril 2016, Recep Tayyip Erdogan aurait évoqué le statut du PYD dans la libération de la province de Manbij (sur la rive occidentale de l'Euphrate) tenue par Daech. Cf. U. Ergan, « Turkish American Delegations Meet to Find a Formula over PYD Role », *Hürriyet Daily News*, 4 avril 2016.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Au moins, cette crise et sa tragique dimension migratoire auront-elles rapproché la Turquie de l'Union européenne (UE) ; mais, comme avec les États-Unis, ces retrouvailles ne sont pas exemptes d'ambiguïtés. C'est dans l'urgence, confrontée à un afflux de réfugiés syriens au second semestre 2015, que l'UE s'est tournée de façon insistante vers la Turquie pour conclure à la hâte un accord (confirmé en mars 2016) visant à arrêter les flux migratoires. Ainsi, alors que l'UE venait de rendre le rapport d'évaluation de la candidature turque le plus sévère depuis 1997[34], celle-ci s'en est-elle trouvée relancée par l'ouverture d'un nouveau chapitre de négociations et des promesses incertaines évoquant une prochaine levée de l'obligation de visas Schengen pour les ressortissants turcs. Présenté par le gouvernement d'Ahmet Davutoglu comme une relance historique du processus de rapprochement, cet accord est apparu comme suspect, tandis que l'Europe était accusée d'avoir sacrifié ses principes et ses valeurs sur l'autel de la nécessité.

***

L'évolution de la politique étrangère turque au Moyen-Orient depuis les printemps arabes montre qu'après les déboires de « la politique du zéro problème », Ankara est à la recherche d'un nouveau positionnement dans son environnement proche. En dépit des polémiques et des incidents qui peuvent l'affecter, le retour des Turcs vers leurs alliés occidentaux constitue l'axe majeur d'un recentrage toutefois perturbé par des désaccords importants à propos du conflit syrien. L'avenir de la rive occidentale de l'Euphrate entre le Manbij et Azaz, et l'attitude américaine consistant à tolérer la création d'un corridor kurde sur la frontière syrienne de la Turquie, risquent de perturber durablement les relations entre Ankara et Washington. La nécessité de ménager l'allié américain n'exclut pourtant pas, pour les Turcs, l'urgence de retrouver des points d'appui régionaux, afin d'éviter un isolement dangereux, notamment face à la Russie et l'Iran.

Le rapprochement turco-saoudien qui prévaut depuis 2015, et qui a débouché sur un partenariat stratégique entre les deux pays, constitue sans doute le premier acte de cette entreprise mais il n'est pas suffisant, et la logique voudrait que la Turquie se réconcilie avec l'Égypte et normalise enfin ses relations avec son ancien allié israélien. Ces deux perspectives sont pourtant loin d'être acquises. Plusieurs années de joutes verbales ont entamé l'image de la Turquie à Tel-Aviv et au Caire, mais surtout une réconciliation avec « l'ennemi » des Palestiniens et le symbole des

34. Cf. Turkey EU Progress Report 2015 : <http://ec.europa.eu>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

dictatures arabes restaurées, risque d'être dure à porter au Moyen-Orient pour un président turc qui voulait incarner l'avènement d'une démocratie musulmane décomplexée, et pour un État qui se posait en puissance régionale majeure[35].

Sans doute cet *aggiornamento* diplomatique reflète-t-il aussi les évolutions politiques intérieures qu'a connues depuis 2011 un pays où les atteintes à la liberté d'expression sont devenues courantes, sur fond de présidentialisation à outrance du régime, et d'échec cuisant des processus de paix successifs avec les Kurdes. Décidément, la Turquie ne fait plus rêver au Moyen-Orient.

Mots clés
Moyen-Orient
Turquie
Guerre en Syrie
Kurdes

35. C. Candar, « Has Turkey's Regional Power Grab to an End? », *Al-Monitor*, 7 janvier 2016.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)